

Aéroport ou barrage, aucun projet ne peut être bâti sur la violence

Par Philippe Grosvalet.
Président PS du conseil général de Loire-Atlantique.



Archives Ouest-France

Un homme est mort le 26 octobre en défendant ses idées. Dans une démocratie avancée, rien, absolument rien, ne justifie la violence. Rémi Fraisse s'opposait au projet de barrage de Sivens. Il en avait le droit, parce que le débat d'idées et la liberté de pensée sont l'ADN de la démocratie dans notre République.

Président d'un département, je porte, avec d'autres, le transfert de l'aéroport de Bouguenais, dans l'agglomération nantaise, vers Notre-Dame-des-Landes. Voici plusieurs années que ce projet met aux prises les pour et les contre, qu'il exacerbe le débat public. J'ai la conviction qu'il s'agit d'un moteur du développement pour l'Ouest de la France.

Cette ambition politique n'est pas uniquement le fruit de rapports d'experts, ni l'alignement sur des groupes de pression. J'ai le souci d'un juste équilibre entre le développement économique et social et la préservation indispensable de nos ressources naturelles. Le projet d'aéroport du grand Ouest répond, selon moi, à ce double défi.

Cela étant, je sais qu'aucun projet ne peut être bâti sur la violence. Que la violence engendre la violence et qu'elle menace les fondements de notre démocratie. Je sais aussi que, désormais, tout projet d'aménagement public nous expose à des mobilisations hétérogènes qui, pour certaines, deviennent sources de menaces.

La violence est, et a toujours été, le pire ennemi de la démocratie. Ni la force du droit, ni le droit de la force publique ne suffisent à trouver une issue. Seul un nouveau pacte démocratique permettra de construire les

grands projets d'infrastructure nécessaires à nos territoires. À Notre-Dame-des-Landes, comme ailleurs, auprès de groupes de contestation se sont constitués des réseaux aux méthodes radicales. Leur objectif est d'empêcher le processus démocratique par la violence en s'abritant derrière celles et ceux qui contestent dans le cadre républicain.

L'escalade de la violence ne peut être une réponse acceptable. Nous savons comment cela peut devenir incontrôlable, comment des affrontements peuvent dégénérer. Nous savons aussi comment l'absence de cadre institutionnel et d'espace de dialogue peut être source de colère.

« Imaginer de nouvelles formes de débat public »

Rémi Fraisse est aussi une victime de cette confusion entretenue entre revendication organisée et violence planifiée. Comme tant d'autres, il devait croire en la capacité à changer le monde. Sa mort, à Sivens, ne peut pas nous laisser indifférents. Nous devons nous interroger pour construire de nouvelles formes de débat démocratique et d'élaboration de la décision publique. Pour pouvoir continuer à construire des infrastructures, pour assumer de nouveaux grands projets et expliquer que les investissements publics font la richesse de nos territoires.

Il faut réhabiliter la politique, imaginer de nouvelles formes d'enquêtes et de débats publics contradictoires afin que des décisions prises démocratiquement soient acceptées et respectées par tous. Il n'est pas concevable de s'en remettre uniquement à la force, à l'expertise ou aux procédures juridiques. C'est aussi cette conception de la démocratie qui doit distinguer un gouvernement de gauche d'un gouvernement de droite. Nous ne pouvons nous laisser enfermer dans cette spirale de la violence.

L'aéroport revient dans le débat électoral

Le PS sacrifie-t-il Notre-Dame-des-Landes pour un accord avec les écologistes ? C'est ce que dénonce l'UMP.



Fabrice Roussel, PS.



François Pinte, UMP.

Les militants EELV décident, ce matin, de leur stratégie pour les élections départementales du mois de mars. Avec le Parti socialiste, ou pas ? Les discussions ont duré plusieurs semaines. Jeudi soir, le premier secrétaire de la fédération socialiste évoquait des propositions socialistes, dont celle portant sur le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, vivement contesté. « **Le Parti socialiste et Europe écologie se sont entendus pour qu'un processus politique et démocratique soit réinstauré sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes afin de favoriser l'échange et le dialogue** », écrivait Fabrice Roussel.

« **Le Parti socialiste a décidé d'abandonner le projet d'aéroport pour tenter de conserver la majorité départementale** », ont aussitôt réagi les élus d'opposition de droite et du centre, au conseil général. « **Il n'y a aucun processus politique et démocratique à réinstaurer. Au contraire, il y a urgence à faire appliquer une décision prise légalement et démocratiquement et à faire cesser la zone de non-droit qui existe sur le site** ». Vive réaction, aussi, de François Pinte et Gatién Meunier, les responsables départemen-

taux de l'UMP. « **Cela veut-il dire que le PS local accepterait de repousser encore le début des travaux une fois rejeté, en mars 2015, le dernier recours. Le PS serait-il prêt à sacrifier cet investissement [...] sur l'autel d'un nouvel accord électoral de circonstance ?** »

La tribune, aujourd'hui dans Ouest-France (*en fin de journal*), de Philippe Grosvalet, président socialiste du conseil général, ne devrait pas les rassurer. Sans varier sur le bien-fondé du projet, l'élu, d'une certaine manière, prend acte de l'échec des procédures d'enquête publique. Et de l'impasse dans laquelle se retrouve le transfert de l'aéroport nantais à Notre-Dame-des-Landes. Refusant de se laisser enfermer dans « **la spirale de la violence** », il demande d'imaginer « **de nouvelles formes d'enquêtes et de débats publics, afin que les décisions prises démocratiquement soient acceptées par tous** ». Une position en cohérence avec les termes de Fabrice Roussel, et donc la proposition d'accord. Même si Philippe Grosvalet, interrogé hier, affirme qu'il n'a pas écrit un texte de circonstance.